

Vague de septembre 2026

Baromètre politique

mascaret



Sondage réalisé avec Mascaret
pour Public Sénat et la Presse régionale

LEVÉE D'EMBARGO : MARDI 29 SEPTEMBRE À 5H

CONTACT ODOXA
Gaël Sliman
Président
gael.sliman@odoxa.fr

ODOXA



Méthodologie



Recueil

Enquête réalisée auprès d'un échantillon de Français interrogés par internet **les 23 et 24 septembre 2026**.



Echantillon

Echantillon de **1005 Français** représentatif de la population française âgée de 18 ans et plus.

La représentativité de l'échantillon est assurée par la méthode des quotas appliqués aux variables suivantes : sexe, âge, niveau de diplôme et profession de l'interviewé après stratification par région et catégorie d'agglomération.

Toute personne peut consulter la notice de ce sondage auprès de la commission des sondages.

Précisions sur les marges d'erreur

Chaque sondage présente une incertitude statistique que l'on appelle marge d'erreur. Cette marge d'erreur signifie que le résultat d'un sondage se situe, avec un niveau de confiance de 95%, de part et d'autre de la valeur observée. La marge d'erreur dépend de la taille de l'échantillon ainsi que du pourcentage observé.

	Si le pourcentage observé est de ...					
Taille de l'Echantillon	5% ou 95%	10% ou 90%	20% ou 80%	30% ou 70%	40% ou 60%	50%
100	4,4	6,0	8,0	9,2	9,8	10,0
200	3,1	4,2	5,7	6,5	6,9	7,1
300	2,5	3,5	4,6	5,3	5,7	5,8
400	2,2	3,0	4,0	4,6	4,9	5,0
500	1,9	2,7	3,6	4,1	4,4	4,5
600	1,8	2,4	3,3	3,7	4,0	4,1
800	1,5	2,5	2,8	3,2	3,5	3,5
900	1,4	2,0	2,6	3,0	3,2	3,3
1 000	1,4	1,8	2,5	2,8	3,0	3,1
2 000	1,0	1,3	1,8	2,1	2,2	2,2
3000	0,8	1,1	1,4	1,6	1,8	1,8

Lecture du tableau : Dans un échantillon de 1000 personnes, si le pourcentage observé est de 20% la marge d'erreur est égale à 2,5 points : le pourcentage réel est donc compris dans l'intervalle [17,5 ; 22,5].

Principaux enseignements (1/2)

Gaël Sliman, président d'Odoxa

Sortie de route de l'exécutif sur les « aides aux gros rouleurs » : pour les Français, le compte n'y est pas du tout et la popularité du Président et du Premier ministre en paient le prix

- 1) Emmanuel Macron chute (-7 points) et pulvérise son record d'impopularité : 82% des Français pensent qu'il n'est pas un « bon Président ».
- 2) Il faut dire que sa politique d'aides ciblées allouées aux gros rouleurs plutôt que de baisser les taxes ne passe pas dans l'opinion : 75% jugent ces aides insuffisantes

En confirmant que cela resterait la position de l'exécutif lors de son interview au JT de France 2 jeudi 24 septembre, Emmanuel Macron ne va pas atténuer cette colère sociale qui monte...

- 3) Si les Français ont conscience du poids de la dette et des déficits - 83% disent que cela les préoccupe - 62% pensent que malgré celle-ci, « l'Etat devrait consacrer davantage d'argent à la baisse des prix du carburant et aux aides aux Français »
- 4) Cote d'adhésion des personnalités politiques : ça y est, nous sommes vraiment entrés dans la campagne présidentielle !
 - Avec 35% de cote d'adhésion, Marine Le Pen et Jordan Bardella dominent toujours notre palmarès politique, 8 points devant Edouard Philippe et 10 points devant Gabriel Attal.
 - Pourtant, les leaders du RN chutent de 4 et 5 points. Mais Philippe et Attal n'en profitent pas, car ils reculent eux-aussi (-3 points) ... comme la plupart des personnalités impliquées dans la présidentielle (-2,5 points en moyenne)

Principaux enseignements (2/2)

Gaël Sliman, président d'Odoxa

- 5) Primaire de gauche : en attendant l'impact des premiers débats, Glucksmann est toujours nettement devant ses concurrents de la primaire socialiste
- Avec 20% de cote d'adhésion auprès des Français, et 38% auprès des sympathisants de gauche, il devance toujours nettement ses rivaux les plus connus de la primaire, Royal (16% et 32%), et Faure (11% et 29%), ainsi que Guedj et Maurel, encore méconnus.
 - Mais le principal danger pour Glucksmann à gauche se situe à l'extérieur du champ de la primaire. En effet, François Hollande, qui se tient en embuscade, est plus populaire que lui, tant auprès des Français que des sympathisants de gauche.
-
- *Dans leur analyse des réseaux sociaux, nos partenaires de Mascaret Partners, Yves Censi et Laure Pallez relèvent combien la flambée des prix des carburants cristallise une colère qui dépasse largement la seule question du prix à la pompe. Elle nourrit un sentiment plus général de perte de pouvoir d'achat et de déclassement, particulièrement marqué dans cette « France qui roule », dépendante de la voiture au quotidien. Très politisée, cette colère vise directement le gouvernement et Emmanuel Macron, sur fond de références croissantes aux « gilets jaunes » et de possibles mobilisations. La date du 17 octobre circule actuellement, invitant les chauffeurs routiers et les agriculteurs à se mobiliser.*

« L'œil des experts » (1/4)

*Analyse des conversations au 26 septembre 2026 par Yves Censi et Laure Pallez
MASCARET PARTNERS (nouveau nom de Dentsu Consulting)*

La colère froide de la « France qui roule »: au-delà des prix des carburants, la réduction drastique du « reste à vivre » et le déclassement alimentent des conversations très politisées

Sur les 30 derniers jours, le carburant cumule 464K résultats et 7,6M d'engagements, soit 16 (!) engagements par mention. C'est l'un des sujets les plus réactifs de la rentrée. La tonalité est clairement colérique : 53,5 % de mentions négatives, contre environ 6 % de positives. La conversation culmine mi-septembre, autour de 35K résultats par jour, et reste à un niveau élevé jusqu'au 22 septembre. Le diesel, annoncé à 2,41 €, devient alors le symbole de la pression sur les ménages dépendants de leur véhicule. Plusieurs signaux alimentent la conversation : une consommation en baisse de 30 % en dix jours, des déplacements réduits, des achats reportés. Dans le Nord, les pleins se font en Belgique.

La fiscalité plus critiquée que les prix : les comparaisons avec la Belgique et l'Espagne disqualifient la politique française

Une mention sur quatre associe explicitement le carburant à la fiscalité : 115,6K mentions, soit 24,9 % du total et 19,7 % de l'engagement. Une fiscalité perçue comme représentant plus de la moitié du prix à la pompe est opposée à des aides jugées complexes et insuffisantes. La baisse de la TVA de 20 % à 5,5 % et la réforme de la TICPE structurent une demande de baisse directe des prélèvements, jugée plus lisible que les primes et les chèques. Ces échanges sont plus argumentatifs (45,7 % de neutre, contre 40,3 % pour l'ensemble du sujet) mais quasiment dépourvus d'adhésion : environ 3 % de positif seulement.

Une nette fracture territoriale, entre résignation et pré-mobilisation

La hausse révèle une fracture entre la « France ordinaire », qui dépend de sa voiture pour travailler ou se soigner, et des catégories perçues comme protégées. La référence aux « gilets jaunes » est présente, mais la tonalité dominante reste la résignation : le sentiment que les marges d'action individuelles sont limitées et que les réponses publiques ne desserrent pas la contrainte. Cette résignation pourrait toutefois basculer. Les discussions sur la mobilisation atteignent 18K résultats le 10 septembre, cinq fois le pic de septembre 2025. Des appels à manifester qui circulaient pour les 12 et 26 septembre donnent un nouveau rendez-vous le 17 octobre, en appelant aux chauffeurs routiers et aux agriculteurs. À ce stade, ces appels ne prennent pas la forme d'actions établies.

Sans surprise, le sujet est très politisé

Marine Le Pen et Jordan Bardella s'emparent du sujet au nom du pouvoir d'achat et de la « France qui travaille ». Ils opposent une demande de protection aux dispositifs gouvernementaux, jugés trop techniques. Pour les internautes, les facteurs internationaux (conflits militaires, infrastructures pétrolières russes, marchés, débats européens) peuvent expliquer la hausse mais ne dédouanent en aucun cas le gouvernement. La demande de flexibilité adressée par Emmanuel Macron à Ursula von der Leyen orientent également les revendications vers Bruxelles.

Au total, la crise du carburant est moins une question de prix qu'un marqueur de déclassement et d'inégalité territoriale. Elle alimente une défiance plus large envers la fiscalité et la capacité globale de l'État à protéger les ménages les plus dépendants de la voiture et du fioul domestique.

« L'œil des experts » (2/4)

Analyse des conversations au 26 septembre 2026 par Yves Censi et Laure Pallez
MASCARET PARTNERS (nouveau nom de Dentsu Consulting)

Russie : la « guerre hybride » s'invite dans la précampagne

Une inquiétude qui monte

Avec 884,2K mentions et 9,3M d'engagements en 30 jours, la Russie retrouve en septembre ses plus hauts niveaux depuis fin novembre 2025. Le signal le plus net est émotionnel : 69,4 % des mentions sont négatives, contre 62,1 % en moyenne sur 13 mois, et le positif est quasi inexistant (2,7 %). Les internautes ne parlent plus d'une guerre lointaine mais d'une menace qui les concerne directement. Le nuage de mots le montre bien : « guerre hybride », « drones russes », « défense aérienne », « guerre mondiale ». La question qui circule le plus est « la Russie peut-elle frapper la France ? ». Cette inquiétude est surtout portée par des hommes (63,9 %) et des jeunes : 7 auteurs sur 10 ont moins de 35 ans. C'est un public qui s'informe via HugoDécrypte, Brut ou Quotidien, sur un mode moins alarmiste qu'en recherche de compréhension.

Deux lectures de la menace s'opposent : l'escalade des sanctions face au « primat de la paix »

L'opinion ne se divise pas sur la réalité de la la potentielle menace russe, mais sur la façon d'y répondre :

La première lecture est celle de la menace. Elle est portée par l'exécutif et reprise par les médias : la Russie teste l'Europe, il faut sanctionner et se protéger. Elle génère de l'audience mais peu d'adhésion affichée. Les prises de parole d'E. Macron sont très vues mais commentées avec méfiance.

La seconde lecture est celle de la « paix », qui est la plus militante et la plus engagée. Elle représente un tiers de l'engagement des publications pertinentes du top 50. F. Philippot, N. Dupont-Aignan et M. Le Pen y renversent l'accusation : la menace ne serait pas Moscou mais les « *européistes* » et les « fauteurs de guerre ». Pour eux, la France risquerait l'escalade avec une puissance nucléaire pour une guerre « qui n'est pas la nôtre ». Ce discours prospère sur une défiance antérieure envers l'exécutif. L'ironie et la dérision y dominent, avec des formules comme « *macronistan* » ou « *il veut faire la guerre mais n'a pas d'essence* ».

Un soupçon d'instrumentalisation qui dépasse les extrêmes et devient un marqueur de la campagne 2027

La réunion de l'Élysée du 18 septembre cristallise un soupçon partagé au-delà du camp souverainiste : l'exécutif dramatiserait la menace à des fins politiques. Pour une partie de la gauche, ce serait pour justifier le réarmement au détriment du social. Pour les souverainistes, ce serait pour préparer une « annulation de l'élection ». La menace russe est donc à la fois prise au sérieux et contestée dans son récit gouvernemental.

La Russie fonctionne désormais comme un test de positionnement. La fermeté de M. Tondelier est saluée. À l'inverse, la sortie de L. Aliot sur l'aide à l'Ukraine vaut au RN une accusation de « soumission à la Russie » qui revient régulièrement dans les débats. Dans l'opinion en ligne, le sujet oppose moins la gauche et la droite que la crédibilité gouvernementale et un pacifisme souverainiste.

« L'œil des experts » (3/4)

*Analyse des conversations au 26 septembre 2026 par Yves Censi et Laure Pallez
MASCARET PARTNERS (nouveau nom de Dentsu Consulting)*

Personnalités politiques : Macron, Lecornu, primaire PS, la visibilité se paie en négativité dans le contexte délétère

L'analyse des conversations en ligne sur les trente derniers jours met en évidence une forte hiérarchie de visibilité. Emmanuel Macron domine très largement avec un pic de 85 000 résultats le 23 septembre, contre 14 700 pour Sébastien Lecornu le 30 août et 11 000 seulement pour la primaire socialiste le 24 septembre. D'autres personnalités comme Xavier Bertrand ne connaissent pas de pic distinct et restent associés à un volume plus limité. Ces écarts montrent que l'attention se concentre principalement sur les séquences de crise, de polémique et de forte portée institutionnelle.

Le pic d'Emmanuel Macron est lié à son discours à l'Assemblée générale de l'ONU sur Gaza et la Cisjordanie. La controverse autour de ses propos sur l'activité du Hamas en Cisjordanie, ensuite présentés par l'Élysée comme une erreur de traduction, a suscité de vives réactions et prolongé la séquence. Le volume exceptionnel traduit donc une forte conflictualité autour de la parole présidentielle et son rôle à l'international, plutôt qu'une évolution homogène de son image. Emmanuel Macron affichait 52,9% de tonalité négative, 38,4% de tonalité neutre et 8,7% de tonalité positive. Malgré son volume très supérieur, il n'est donc pas le sujet le plus négatif du panel, même si son annonce sur une possible baisse des taxes sur le carburant (le 24/09) a généré près de 80 000 interactions cumulées sur les comptes Brut, dans un ton globalement neutre. Mais le sujet a surtout été capté par un fil de réponses moqueuses et vulgaires (@Vorsy8), qui cumule à lui seul 136 000 engagements sur trois publications - toutes classées en sentiment négatif - et jusqu'à 3,8 millions d'impressions sur un seul post X. Autrement dit, la riposte ironique a généré presque deux fois plus d'engagement que l'annonce elle-même. La diversité des réactions autour de sa fonction présidentielle, entre critiques, soutiens et commentaires institutionnels, produit une perception plus fragmentée.

Le contexte n'aide pas : le prix du gazole a atteint un record à 2,41 €/L (post hugodecrypte, 89 300 engagements, neutre), et le Rassemblement National a relancé l'attaque sur la TVA et la TICPE (18 200 engagements, neutre). La séquence consacrée à Sébastien Lecornu repose sur une logique davantage gouvernementale et sociale. Les discussions sur les réseaux sociaux se concentrent sur le budget 2027, le recours potentiel au 49.3, les efforts demandés aux retraités, l'état de l'hôpital et le coût des soins. Les enjeux climatiques, notamment les incendies et la prévention, ainsi que les déclarations sur l'Ukraine et la Russie, renforcent l'image d'un gouvernement confronté à une accumulation de crises mal gérées. Lecornu enregistre la part négative la plus élevée, avec 54,4%, contre seulement 5,1% de tonalité positive. À mettre en exergue avec un profil plus classique, reprenant l'exemple de Xavier Bertrand. Celui-ci se distingue avec 8,6% de tonalité positive, 71,3% de tonalité neutre et 20,2% de tonalité négative. Cette neutralité nettement supérieure doit toutefois être rapprochée de son faible volume et de l'absence de séquence polémique dominante. Un fort sentiment négatif est donc la continuité d'une forte présence dans la sphère politique.

La primaire socialiste atteint les 11 000 résultats et met en lumière une crise de positionnement. Les divergences sur Gaza, l'emploi du terme « génocide » et la possibilité d'une alliance avec La France insoumise donnent l'image d'un parti divisé entre autonomie politique et stratégie d'union de la gauche. Le faible volume révèle en lui-même le manque d'engouement du grand public sur le sujet, tandis que les critiques sur la qualité du débat et la controverse autour des valeurs républicaines renforcent cette perception de tensions internes. La séquence présente 54,1% de tonalité négative, presque aucune tonalité positive identifiable : elle est donc marquée par le conflit et la fragmentation plus que par l'adhésion à un projet commun.

« L'œil des experts » (4/4)

*Analyse des conversations au 26 septembre 2026 par Yves Censi et Laure Pallez
MASCARET PARTNERS (nouveau nom de Dentsu Consulting)*

Budget 2027 et dette : une opinion convaincue du problème, mais en guerre sur l'addition à payer

La dette, plus discutée que le budget

C'est le premier enseignement de septembre. Avec 152K mentions en 30 jours, la dette est plus présente en ligne que le budget lui-même (131,3K). Elle atteint deux fois sa moyenne mensuelle et ne retombe plus : son point le plus haut sur 13 mois a été atteint fin août 2026, au-dessus de la chute de Bayrou à l'automne 2025. Le budget, lui, ne décolle qu'avec l'annonce des 54 Md€ d'efforts le 17 septembre, et reste loin de son pic d'octobre 2025. La dette n'est plus un sujet technique lié au calendrier parlementaire. C'est devenu une inquiétude de fond, qui précède et encadre le débat budgétaire.

Un diagnostic partagé et vécu comme un déclassement : E. Macron largement désigné responsable

La tonalité est nettement négative : 50,3 % pour la dette, 44 % pour le budget, et le positif est quasi nul. Sur la dette, le registre est celui de la chute : la France « emprunte plus cher que la Grèce et l'Italie », l'Espagne et l'Italie redressent leurs comptes, et le risque d'une « crise à la grecque » est évoqué. Personne ne conteste le constat. Tout le débat porte sur la responsabilité, attribuée en priorité à E. Macron : « Mozart de la finance, une belle arnaque », +1 280 Md€ de dette. Le post le plus engagé du mois pose même la question de la destitution d'un président pour la dette.

Le budget vu comme une injustice

Côté budget, les internautes ne discutent pas les milliards mais les mesures qui touchent des publics identifiables. Le gel des APL est la mesure la plus relayée, suivie du repas à 1 € des étudiants menacé et de la désindexation des pensions. Deux phrases de ministres sont devenues des mèmes : le « petit effort à tout le monde » et « 2 000 euros, c'est correct ». Le récit dominant est celui de l'iniquité : « tout le monde paie, sauf les plus riches ». La promesse de « stabilité fiscale » est lue comme la protection de privilèges.

Retraites et impôts : le lien avec la dette passe par l'accusation et la culpabilisation

Près d'un quart de la conversation sur la dette (23 %) l'associe aux retraites ou aux impôts. C'est sa facette la plus négative (55,3 %). Ce lien ne sert pas à débattre de solutions mais à désigner des coupables.

La gauche attribue la dette au manque de recettes : suppression de l'ISF, cadeaux aux multinationales. La proposition de J.-L. Mélenchon de « congeler » la dette détenue par la BCE polarise tout le débat.

La droite et les libéraux l'attribuent à l'excès de dépenses : retraites, agences de l'État, immigration, aide à l'Ukraine.

Les retraités deviennent le point de bascule. Ils sont présentés comme une cause de la dette par les uns et comme des victimes expiatoires de l'effort par les autres, puisque le RN comme la gauche rejetant cette culpabilisation catégorielle initiée par le Gouvernement.

Un budget de campagne : les Français divisés sur facture fiscale, mais le « bloc central » risque de payer une lourde addition politique

« Élection présidentielle » et « campagne présidentielle » s'imposent dans tous les nuages de mots. Dernier budget du quinquennat, le PLF 2027 est déjà lu comme un programme en creux. Chaque candidat y projette sa solution à la dette et son coupable. À quelques jours de la présentation du PLF en Conseil des ministres le 1er octobre, l'opinion en ligne a tranché sur la gravité du problème. Elle reste profondément divisée sur qui doit en payer le prix. Cette division pèsera sur la capacité du gouvernement à faire accepter son projet, au risque d'en payer un lourd tribut politique



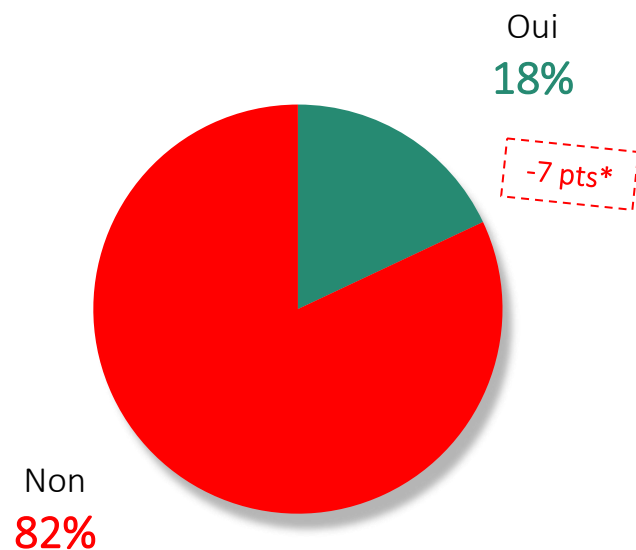
Popularité du président de la République



Popularité d'Emmanuel Macron

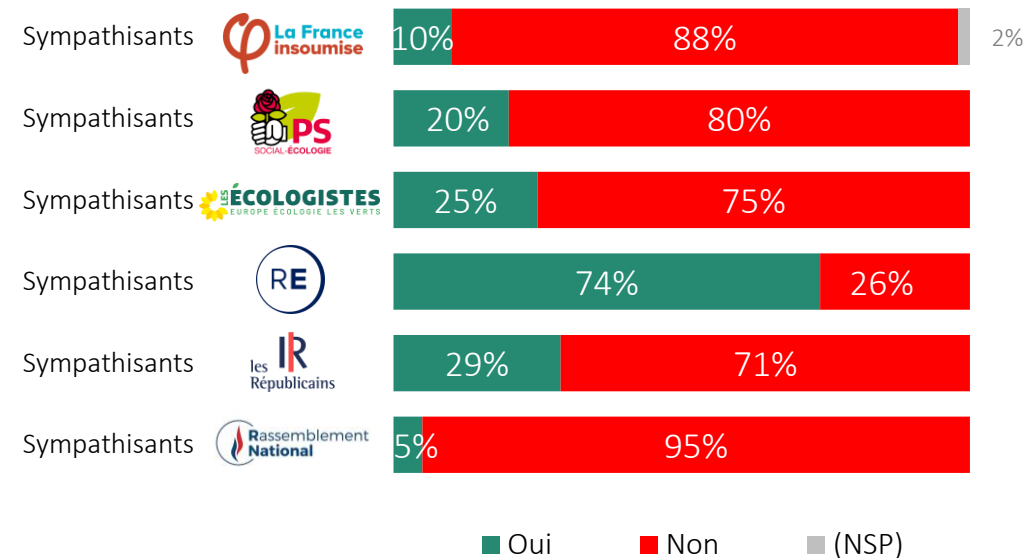


Diriez-vous qu'Emmanuel Macron est un bon président de la République ?



Record historique d'impopularité pour Emmanuel Macron

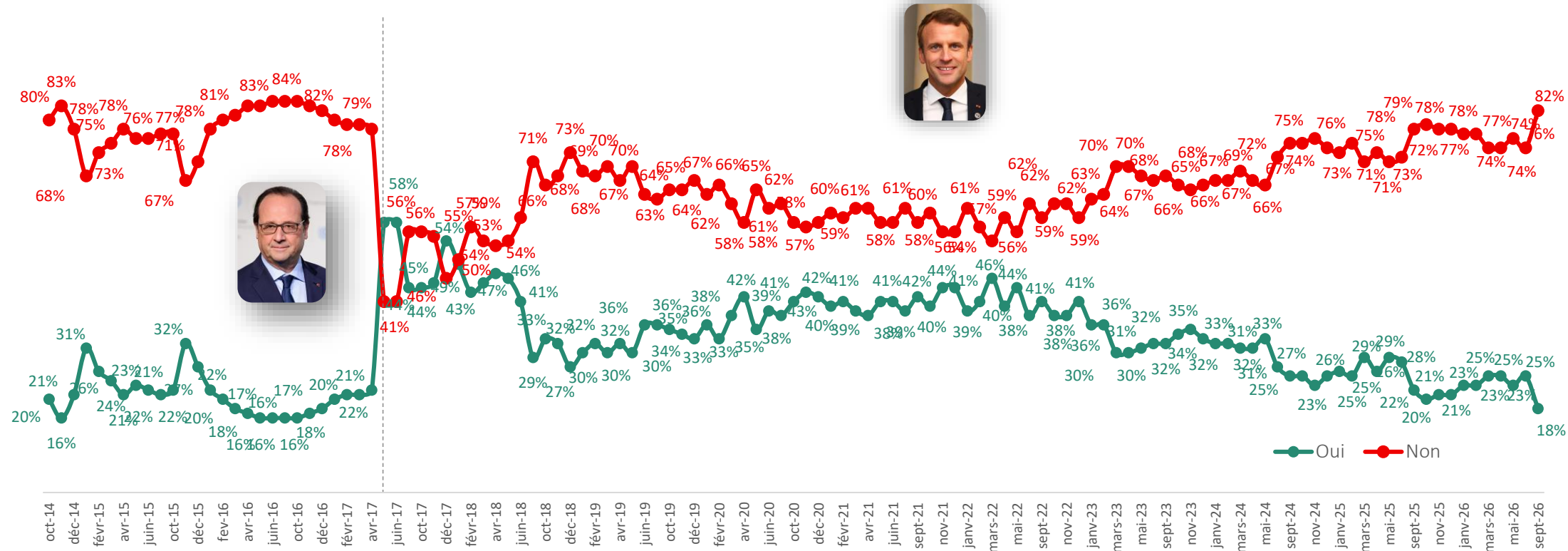
Popularité par proximité politique



Évolution de la popularité du président de la République



Diriez-vous que ... est un bon président de la République ?





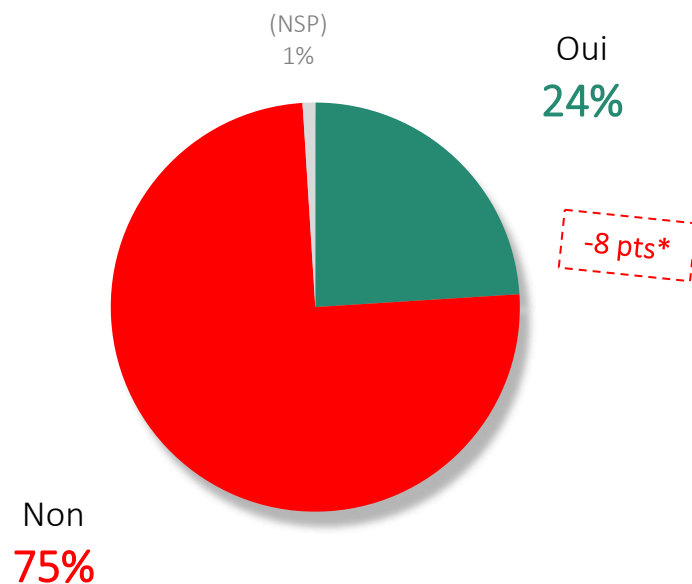
Popularité du Premier ministre



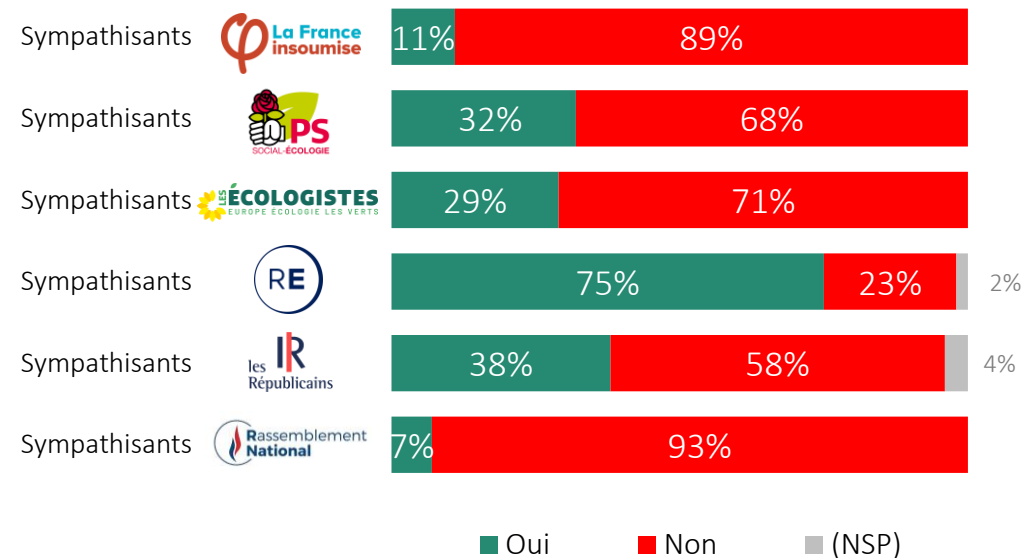
Popularité de Sébastien Lecornu



Diriez-vous que Sébastien Lecornu est un bon Premier ministre ?



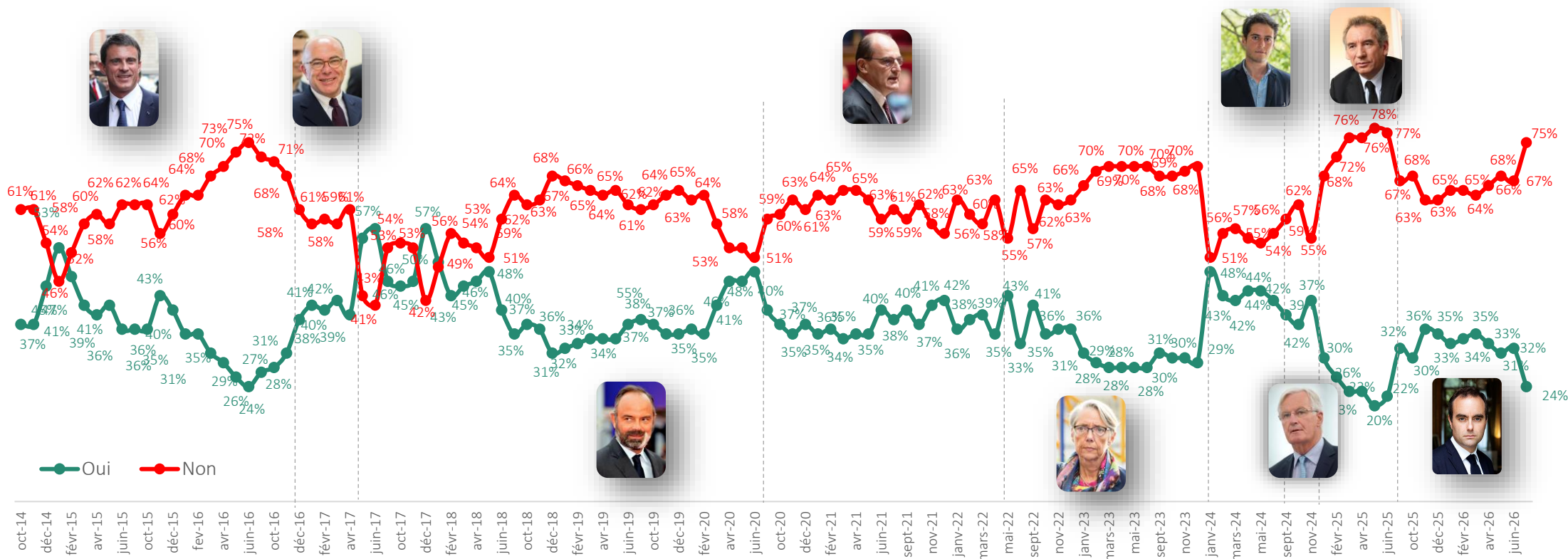
Popularité par proximité politique



Évolution de la popularité du Premier ministre



Diriez-vous que ... est un(e) bon(ne) Premier(e) ministre ?



Crédits photos

S. Lecornu : Patrice Norman/Leextra
F. Bayrou : Régions Démocrates 2010
M. Barnier : European Parliament from EU
G. Attal : Antoine Lamielle
E. Borne : EU2017EE Présidence estonienne

J. Castex : Florian DAVID
E. Philippe : Georges Biard
B. Cazneuve : Jérémy Barande
M. Valls : Kommunikation BMW Stiftung - Photographie : Lorenz Böck



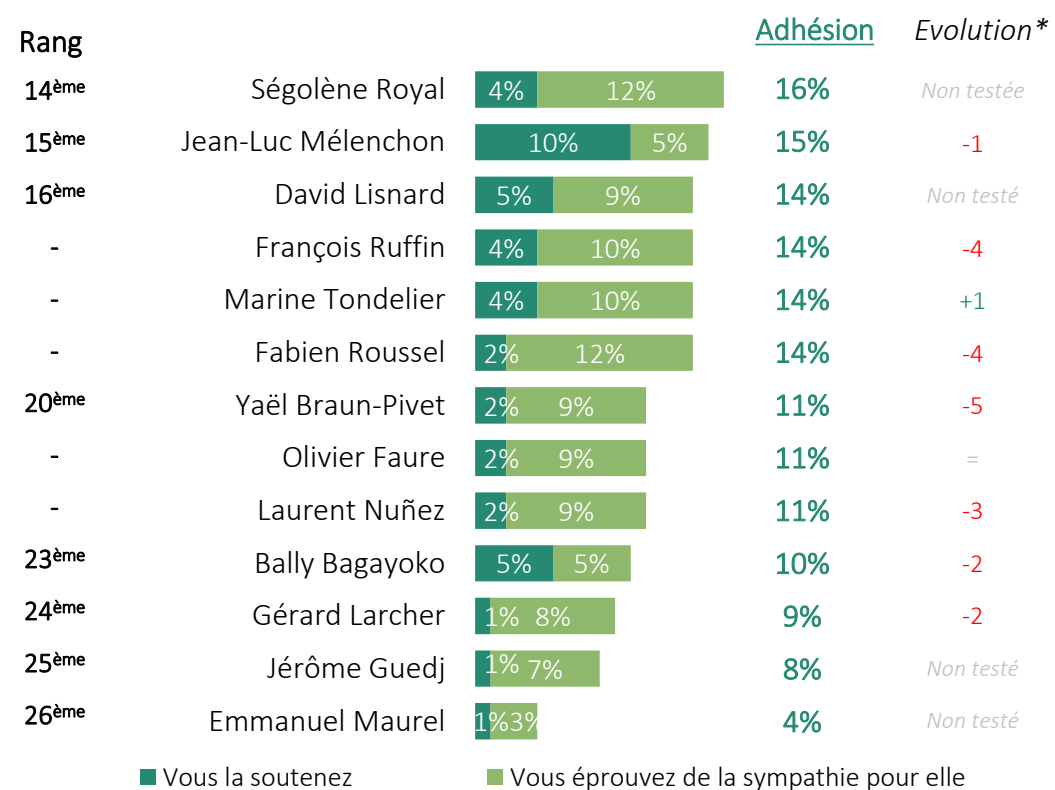
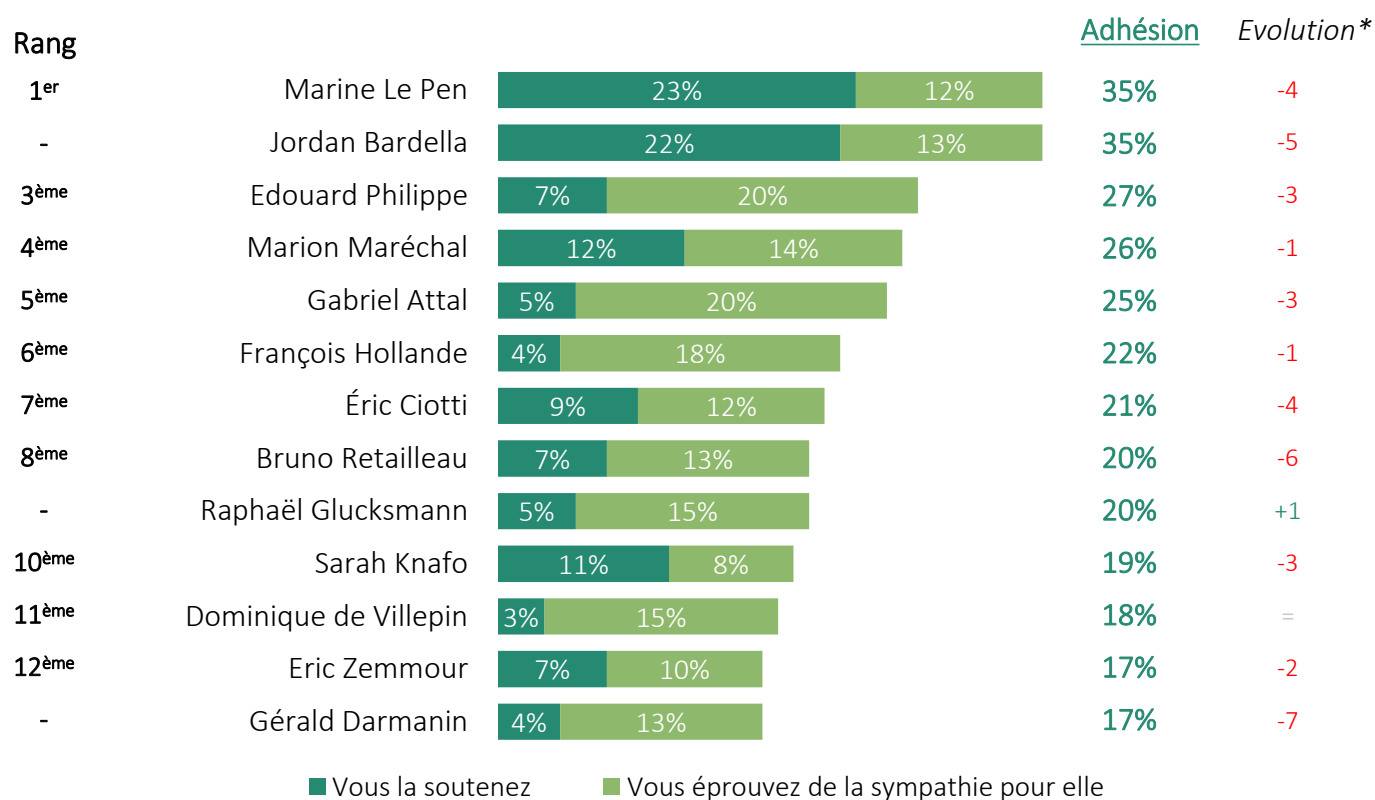
Cotes d'adhésion et de rejet des personnalités politiques



Palmarès de l'adhésion



Pour chacune des personnalités politiques suivantes, dites-nous si vous la soutenez, si vous éprouvez de la sympathie pour elle, si vous ressentez de l'indifférence à son égard ou si vous la rejetez.



*Baromètre politique Odoxa-Mascaret pour Public Sénat et la Presse Régionale, publié le 30/06/2026

Palmarès de l'adhésion

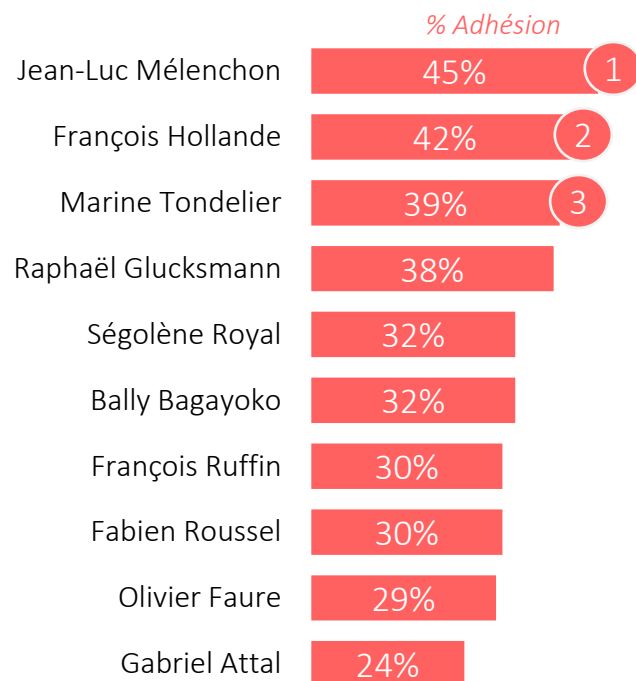
selon la proximité partisane



Pour chacune des personnalités politiques suivantes, dites-nous si vous la soutenez, si vous éprouvez de la sympathie pour elle, si vous ressentez de l'indifférence à son égard ou si vous la rejetez.

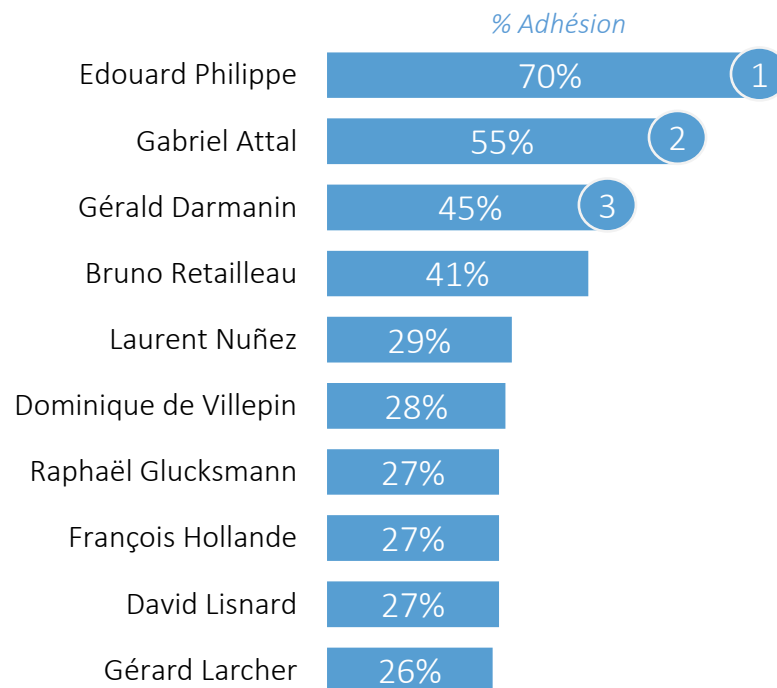
Sympathisants de gauche

dont : LO, NPA, La France insoumise, le PCF, le Parti socialiste et Les Ecologistes

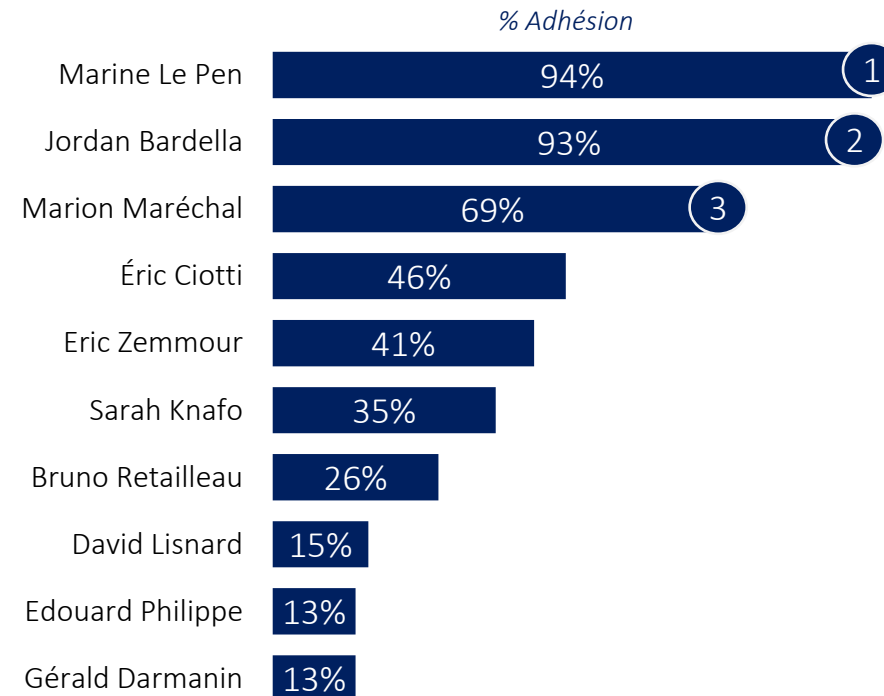


Sympathisants de droite et du centre

dont : Renaissance, Horizons, MoDem, UDI, Les Républicains



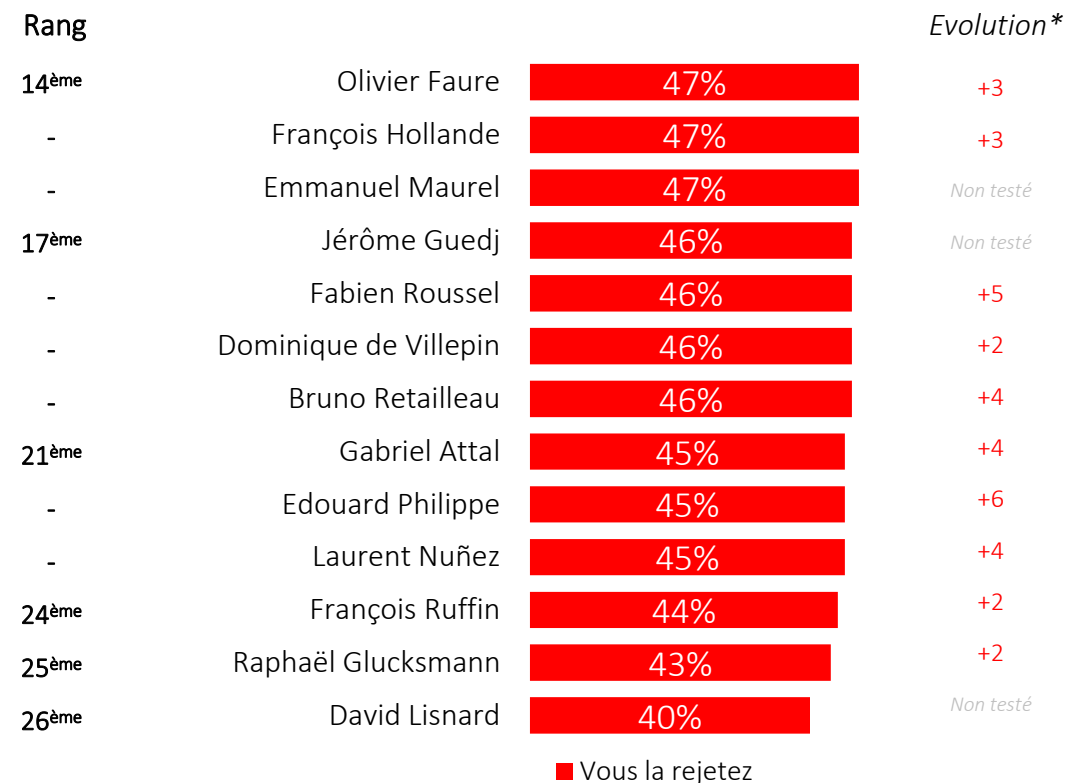
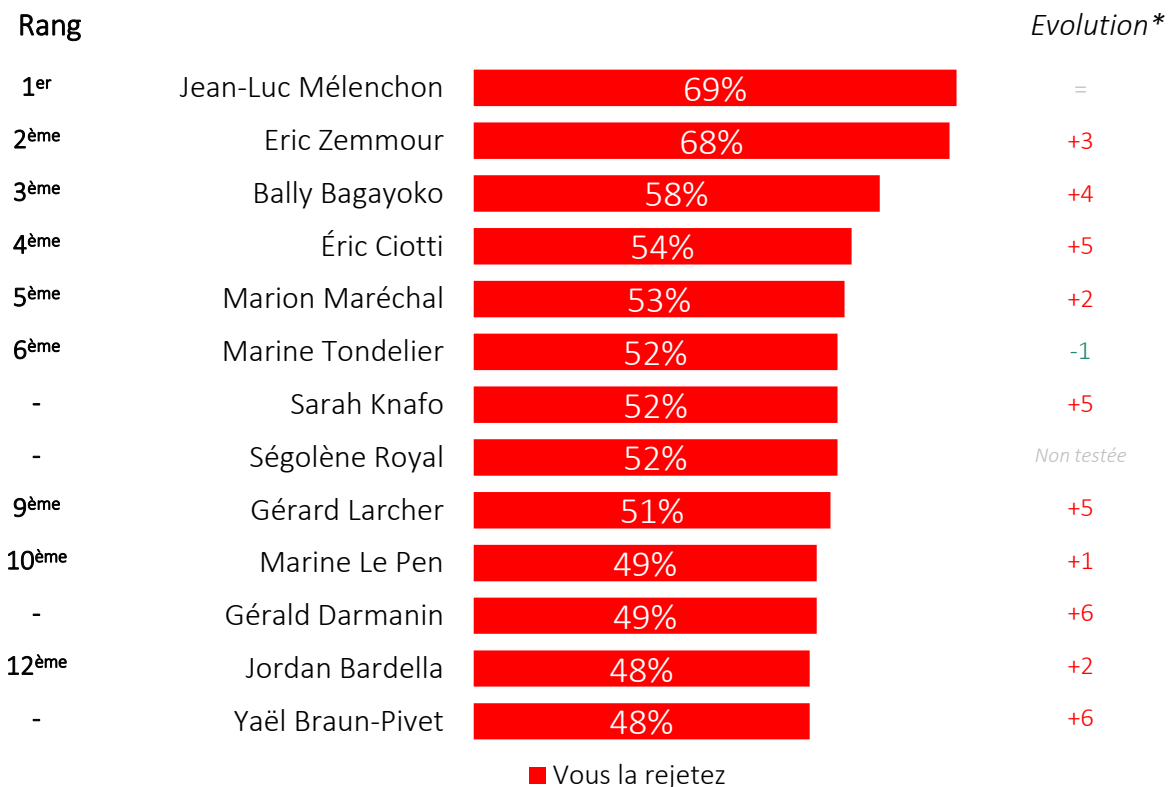
Sympathisants du Rassemblement National



Palmarès du rejet



Pour chacune des personnalités politiques suivantes, dites-nous si vous la soutenez, si vous éprouvez de la sympathie pour elle, si vous ressentez de l'indifférence à son égard ou si vous la rejetez.



*Baromètre politique Odoxa-Mascaret pour Public Sénat et la Presse Régionale, publié le 30/06/2026



Questions d'actualité



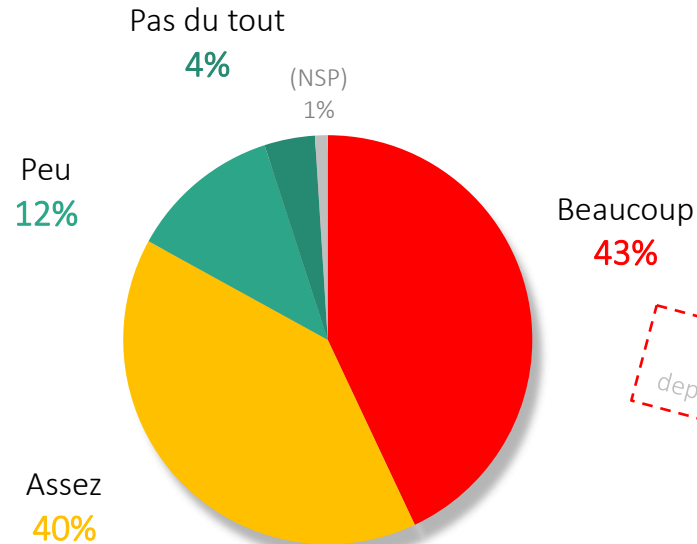
Niveau de préoccupation des Français à l'égard de la dette et des déficits



La situation de la dette et des déficits en France est quelque chose qui vous préoccupe...

% Peu / Pas du tout : 16%

% Beaucoup / Assez : 83%



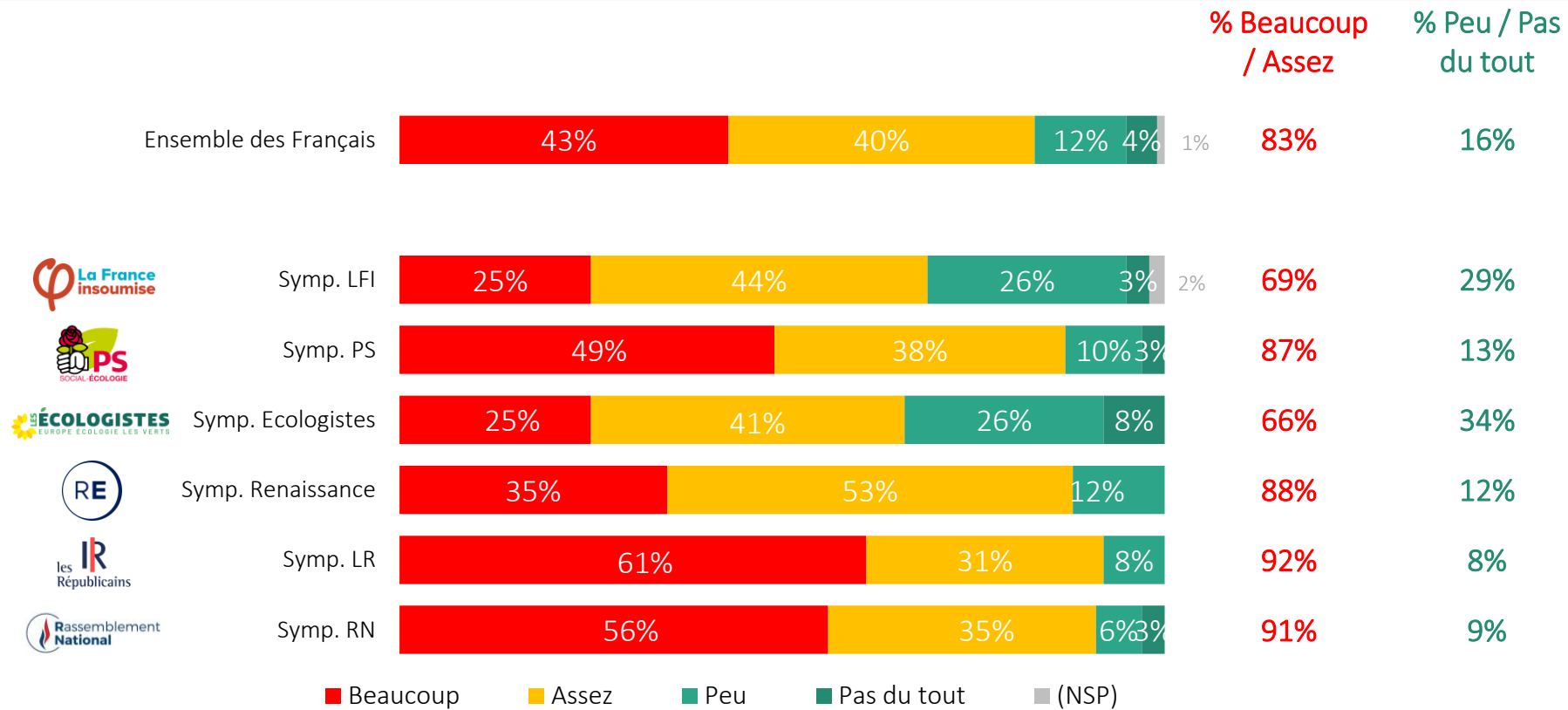
*Baromètre de l'économie Odoxa – Agipi – Challenges – BFM Business de juin 2025

Niveau de préoccupation des Français à l'égard de la dette et des déficits

selon la proximité partisane



La situation de la dette et des déficits en France est quelque chose qui vous préoccupe...

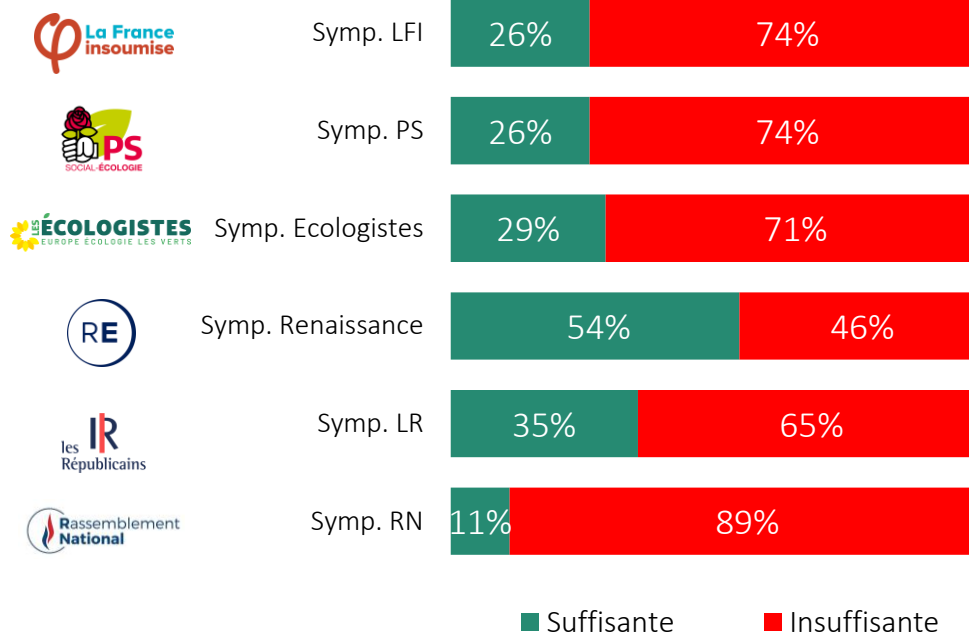
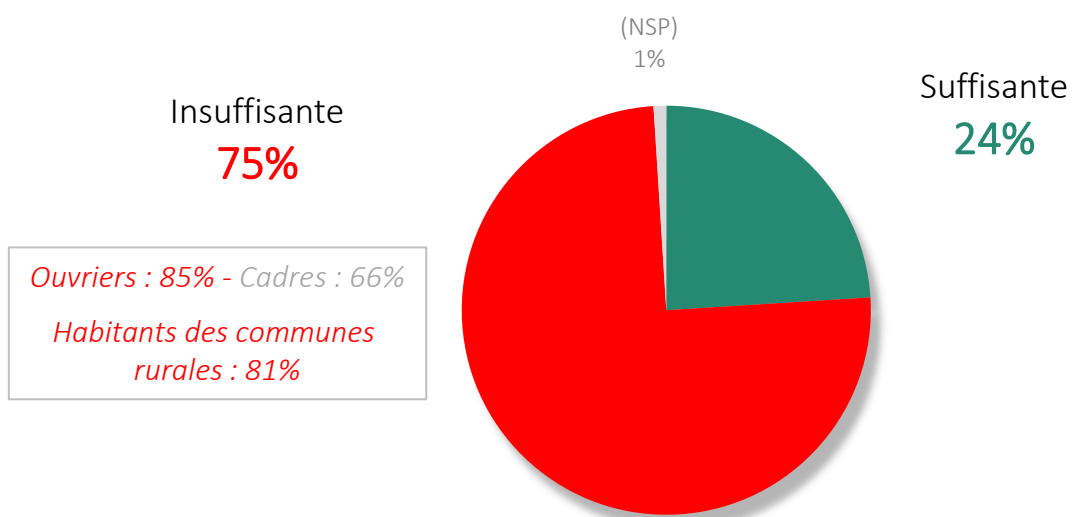


Réaction à l'élargissement des aides aux « gros rouleurs »



Pour faire face à la hausse des prix de l'essence et du gazole, le gouvernement a élargi les aides aux « gros rouleurs » en allouant 100€ par mois à ceux devant faire 30km par jour pour se rendre au travail et en augmentant les plafonds de condition de revenus (jusqu'à 2 050€ pour une personne seule, 4 070€ pour un couple ou 6 100€ pour un couple avec deux enfants).

Selon vous, cette mesure est-elle... ?



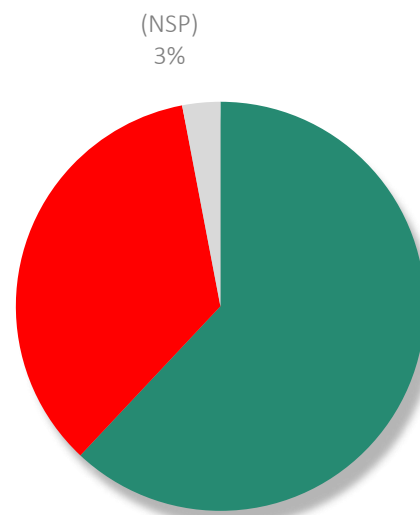
Arbitrage entre la mise en place d'aides et la limitation des dépenses publiques



Face à la hausse des prix des carburants, avec laquelle des deux opinions suivantes êtes-vous le/la plus d'accord ?

Compte tenu du niveau du déficit et de la dette, l'État doit éviter de nouvelles dépenses importantes, même si cela limite les aides face à la hausse des carburants

35%



Malgré le niveau du déficit et de la dette, l'État doit consacrer davantage d'argent à la baisse des prix des carburants et aux aides aux Français

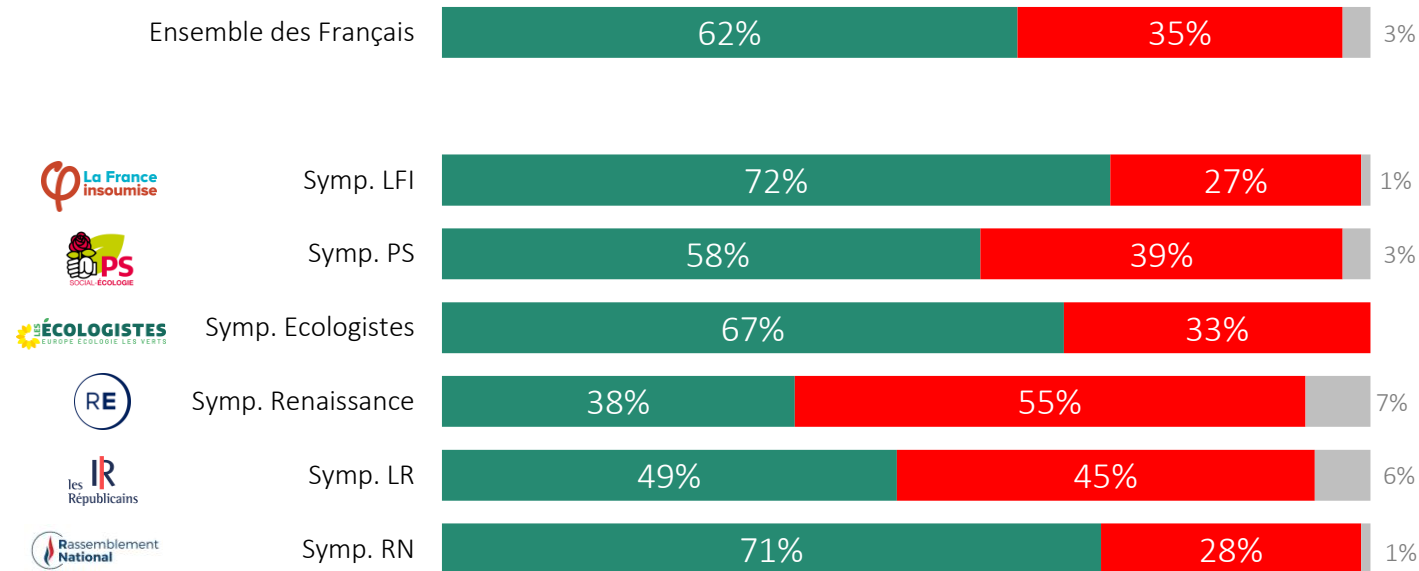
62%

Ouvriers : 73%
Habitants des communes rurales : 68%

Arbitrage entre la mise en place d'aides et la limitation des dépenses publiques selon la proximité partisane



Face à la hausse des prix des carburants, avec laquelle des deux opinions suivantes êtes-vous le/la plus d'accord ?



■ Malgré le niveau du déficit et de la dette, l'État doit consacrer davantage d'argent à la baisse des prix des carburants et aux aides aux Français

■ Compte tenu du niveau du déficit et de la dette, l'État doit éviter de nouvelles dépenses importantes, même si cela limite les aides face à la hausse des carburants

■ (NSP)



Résonance sur les réseaux sociaux



Méthodologie

Résonance sur les réseaux sociaux



Mascaret, nouveau nom de Dentsu Consulting, est un cabinet de conseil en communication indépendant incarnant la convergence entre le métier du conseil en stratégie d'entreprise et celui de la communication pour les dirigeants.

Les données sont collectées par **Mascaret** et son équipe spécialiste de l'analyse de l'opinion en ligne à l'aide des conversations et propos tenus sur Internet.

Ces analyses sont réalisées au moyen de Talkwalker, outil de veille pour suivre les conversations pertinentes des médias en ligne en temps réel.

<http://www.talkwalker.com/fr/social-media-intelligence/>

Tous les médias sont intégrés à l'analyse : sites d'actualité en ligne liés aux médias radios, TV et de presse écrite, Twitter, pages ouvertes de Facebook, Instagram, YouTube, Google+, blog, forum, site internet...

Mentions et engagements des personnalités au 26 septembre 2026

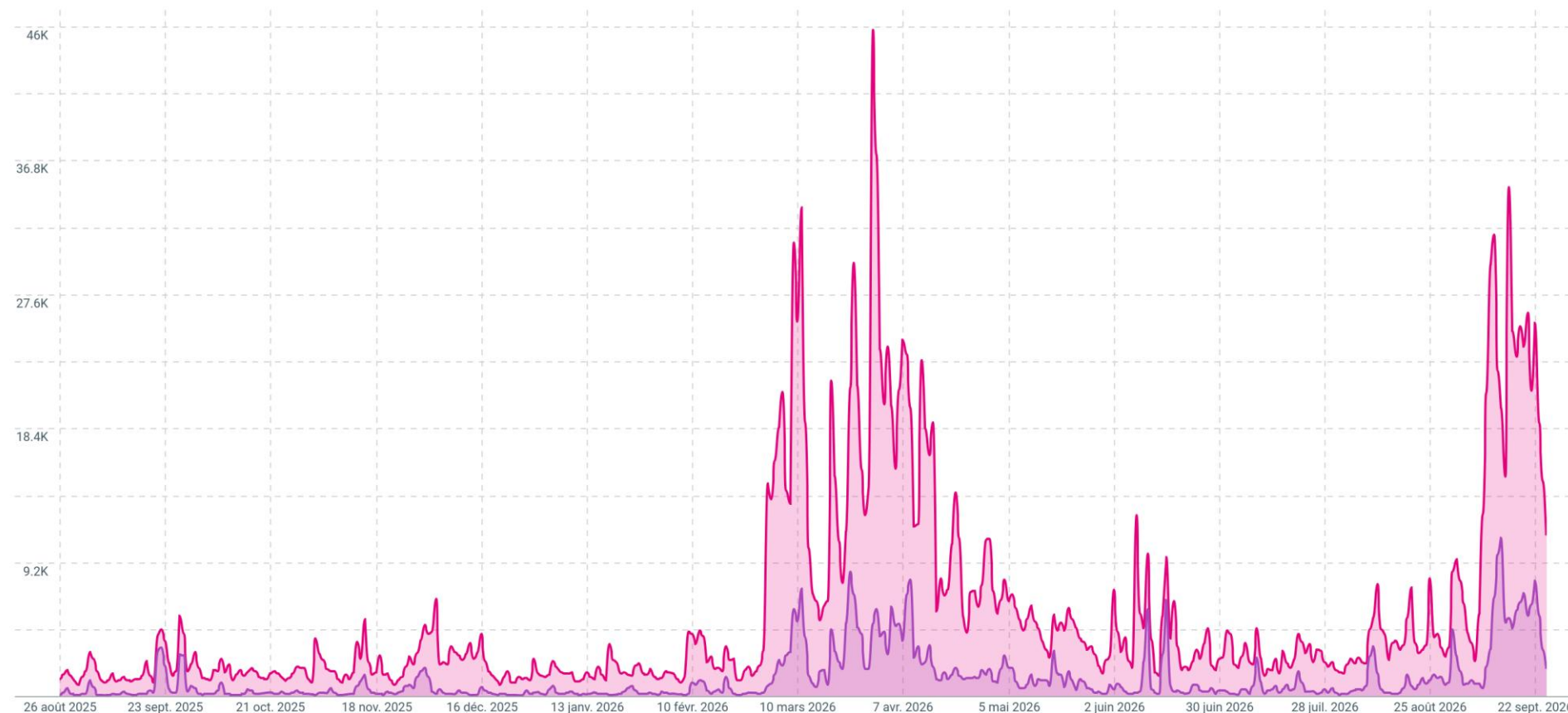
Personnalité	May-26				Jun-26				Jul-26				Aug-26				Sep-26			
	Mentions x1000 dans les 30 derniers jours en France - 20.05.26		Engagement x1000 dans les 30 derniers jours en France - 20.05.26		Mentions x1000 dans les 30 derniers jours en France - 26.06.26		Engagement x1000 dans les 30 derniers jours en France - 26.06.26		Mentions x1000 dans les 30 derniers jours en France - 26.07.26		Engagement x1000 dans les 30 derniers jours en France - 26.07.26		Mentions x1000 dans les 30 derniers jours en France - 26.08.26		Engagement x1000 dans les 30 derniers jours en France - 26.08.26		Mentions x1000 dans les 30 derniers jours en France - 26.09.26		Engagement x1000 dans les 30 derniers jours en France - 26.09.26	
Emmanuel Macron	2 500,0	1,1%	17 800	-6,8%	2 300,0	-8,0%	19 000	6,7%	2 700,0	17,4%	23 000	21,1%	1 700,0	-37,0%	13 000	-43,5%	1 600,0	-5,9%	14 500	11,5%
Sébastien Lecornu	256,0	-28,7%	1 600	-38,1%	225,0	-12,1%	1 800	12,5%	320,0	42,2%	3 400	88,9%	330,0	3,1%	3 500	2,9%	206,0	-37,6%	1 400	-60,0%
Jean-Luc Mélenchon	1 500,0	114,6%	12 200	205,7%	1 400,0	-6,7%	10 400	-14,8%	1 200,0	-14,3%	8 500	-18,3%	1 400,0	16,7%	12 300	44,7%	1 100,0	-21,4%	8 200	-33,3%
Marine Le Pen	398,0	3,6%	3 900	13,4%	423,0	6,3%	3 300	-15,4%	1 400,0	231,0%	18 600	463,6%	679,0	-51,5%	7 700	-58,6%	699,0	2,9%	7 000	-9,1%
Bruno Retailleau	185,0	-16,7%	1 000	-35,0%	193,0	4,3%	1 700	70,0%	165,0	-14,5%	963	-43,4%	125,0	-24,2%	1 200	24,6%	135,0	8,0%	869	-27,6%
Gérald Darmanin	102,0	-40,4%	953	-20,6%	543,0	432,4%	5 400	466,6%	103,0	-81,0%	719	-86,7%	168,0	63,1%	1 200	66,9%	74,0	-56,0%	900	-25,0%
Jordan Bardella	559,0	4,1%	6 400	18,5%	451,0	-19,3%	4 700	-26,6%	306,0	-32,2%	4 600	-2,1%	200,0	-34,6%	1 900	-58,7%	348,0	74,0%	3 400	78,9%
Édouard Philippe	193,0	-24,6%	1 400	-12,5%	186,0	-3,6%	1 500	7,1%	422,0	126,9%	2 900	93,3%	500,0	18,5%	4 100	41,4%	314,0	-37,2%	2 200	-46,3%
Olivier Faure	117,0	-10,7%	704	-29,6%	84,0	-28,2%	408	-42,0%	69,0	-17,9%	376	-7,8%	89,0	29,0%	569	51,3%	119,0	33,7%	597	4,9%
Marine Tondelier	76,0	-19,1%	610	-44,5%	85,0	11,8%	590	-3,3%	82,0	-3,5%	780	32,2%	174,0	112,2%	1 400	79,5%	108,0	-37,9%	972	-30,6%
Yaël Braun-Pivet	280,0	7,7%	1 100	-15,4%	245,0	-12,5%	1 300	18,2%	293,0	19,6%	1 600	23,1%	159,0	-45,7%	1 100	-31,3%	97,0	-39,0%	573	-47,9%
François Bayrou	23,0	4,5%	126	22,3%	52,0	126,1%	325	157,9%	86,0	65,4%	524	61,2%	50,0	-41,9%	393	-25,0%	43,0	-14,0%	347	-11,7%
Manuel Bompard	198,0	-25,3%	682	-22,6%	222,0	12,1%	714	4,7%	214,0	-3,6%	803	12,5%	188,0	-12,1%	705	-12,2%	186,0	-1,1%	708	0,4%
Sandrine Rousseau	38,0	-2,6%	382	1,1%	49,0	28,9%	486	27,2%	41,0	-16,3%	429	-11,7%	39,0	-4,9%	461	7,5%	36,0	-7,7%	548	18,9%
Aurélien Pradié	0,2	-80,0%	0	-90,0%	0,6	200,0%	1	900,0%	1,7	183,3%	2	100,0%	0,3	-82,4%	0	-85,0%	0,3	0,0%	0	33,3%
Olivier Veran	19,0	72,7%	86	59,3%	12,0	-36,8%	47	-45,3%	7,9	-34,2%	34	-27,7%	37,6	375,9%	163	379,4%	6,3	-83,2%	27	-83,4%
Marlène Schiappa	39,0	25,8%	251	-23,9%	8,6	-77,9%	97	-61,4%	14,5	68,6%	84	-13,4%	12,0	-17,2%	89	6,0%	2,7	-77,5%	158	77,5%
Anne Hidalgo	18,0	-48,6%	84	-64,1%	44,0	144,4%	174	107,1%	21,0	-52,3%	87	-50,0%	22,0	4,8%	153	75,9%	62,0	181,8%	428	179,7%
Bruno Lemaire	32,0	255,6%	137	168,6%	11,0	-65,6%	30	-78,1%	14,5	31,8%	61	103,3%	30,0	106,9%	144	136,1%	23,0	-23,3%	144	0,0%
Xavier Bertrand	11,0	-26,7%	100	-62,1%	31,0	181,8%	208	108,0%	9,0	-71,0%	72	-65,4%	22,0	144,4%	307	326,4%	12,0	-45,5%	119	-61,2%
Eric Zemmour	264,0	-12,0%	1 100	-26,7%	341,0	29,2%	1 500	36,4%	269,0	-21,1%	1 200	-20,0%	197,0	-26,8%	1 000	-16,7%	362,0	83,8%	2 600	160,0%
Renaud Muselier	2,0	-33,3%	21	-16,0%	5,7	185,0%	49	133,3%	10,0	75,4%	75	53,1%	7,9	-21,0%	38	-49,3%	1,6	-79,7%	15	-60,8%
Eric Ciotti	137,0	-18,0%	951	-13,5%	117,0	-14,6%	607	-36,2%	91,0	-22,2%	452	-25,5%	138,0	51,6%	912	101,8%	105,0	-23,9%	784	-14,0%
Olivier Dussopt	6,0	-60,0%	36	-69,0%	0,9	-85,0%	8	-77,8%	0,5	-44,4%	16	100,0%	2,0	300,0%	3	-84,4%	0,1	-95,0%	0	-92,0%
Michel Barnier	10,0	-60,0%	62	-63,7%	14,0	40,0%	72	16,1%	8,0	-42,9%	32	-55,6%	18,0	125,0%	80	150,0%	17,3	-3,9%	58	-27,5%
François Ruffin	215,0	198,6%	1 600	199,1%	60,0	-72,1%	491	-69,3%	44,0	-26,7%	407	-17,1%	18,0	-59,1%	196	-51,8%	40,0	122,2%	471	140,3%
Laurent Wauquiez	41,0	5,1%	252	-0,4%	51,0	24,4%	737	192,5%	127,0	149,0%	1 100	49,3%	14,0	-89,0%	84	-92,4%	12,3	-12,1%	77	-8,3%
Thierry Mariani	2,0	-33,3%	7	-22,2%	3,9	95,0%	13	85,7%	9,7	148,7%	42	223,1%	8,7	-10,3%	16	-61,9%	11,7	34,5%	54	237,5%
Aurore Bergé	123,0	-14,0%	799	-8,6%	72,0	-41,5%	562	-29,7%	163,0	126,4%	1 100	95,7%	99,0	-39,3%	7 775	606,8%	96,0	-3,0%	1 000	-87,1%
Fabien Roussel	48,0	-56,8%	343	-65,5%	40,0	-16,7%	381	11,1%	42,0	5,0%	347	-8,9%	31,0	-26,2%	493	42,1%	152,0	390,3%	1 300	163,7%
Gabriel Attal	304,0	2,4%	2 100	-8,7%	399,0	31,3%	3 000	42,9%	461,0	15,5%	3 600	20,0%	667,0	44,7%	5 300	47,2%	425,0	-36,3%	3 200	-39,6%
Nicolas Dupont-Aignan	104,0	13,0%	452	30,3%	75,0	-27,9%	239	-47,1%	128,0	70,7%	280	17,2%	84,0	-34,4%	204	-27,1%	98,0	16,7%	582	185,3%
Catherine Vautrin	24,0	-27,3%	212	-52,6%	9,0	-62,5%	31	-85,4%	19,0	111,1%	79	154,8%	4,6	-75,8%	20	-74,7%	13,7	197,8%	62	210,0%
Philippe Poutou	7,0	40,0%	86	83,0%	4,0	-42,9%	93	8,1%	3,8	-5,0%	31	-66,7%	5,1	34,2%	73	135,5%	31,0	507,8%	392	437,0%
Marion Maréchal Le Pen	104,0	52,9%	767	160,0%	103,0	-1,0%	454	-40,8%	87,0	-15,5%	442	-2,6%	69,0	-20,7%	385	-12,9%	125,0	81,2%	853	121,6%
Amélie Oudéa-Castera	7,0	133,3%	25	108,3%	1,6	-77,1%	8	-68,4%	9,0	462,5%	55	596,2%	12,5	38,9%	50	-9,1%	4,2	-66,4%	25	-50,0%
Rachida Dati	34,0	13,3%	185	41,2%	35,0	2,9%	197	6,5%	11,7	-65,6%	72	-63,5%	5,9	-49,6%	119	65,3%	38,0	544,1%	430	261,3%
Nicolas Sarkozy	231,0	-12,5%	2 300	4,5%	141,0	-39,0%	1 800	-21,7%	92,0	-34,8%	1 100	-38,9%	94,0	2,2%	906	-17,6%	63,0	-33,0%	589	-35,0%
Valérie Pécresse	36,0	-26,5%	340	27,8%	52,0	44,4%	434	27,6%	50,0	-3,8%	361	-16,8%	56,0	12,0%	373	3,3%	46,0	-17,9%	320	-14,2%

Source : Talkwalker au 26 septembre 2026. France.

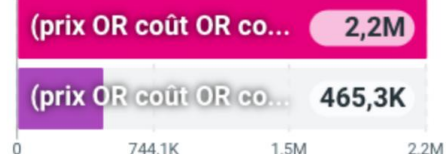
- En gris, les membres du gouvernement.
- Les mentions représentent le nombre de fois que la personnalité est citée dans la période de temps, tous médias Internet confondus.
- L'engagement exprime la manière dont les propos des personnalités sont repris par d'autres.

Volume et sentiment : conversations sur la hausse des prix du carburant, avec et sans mention des taxes ou de la fiscalité sur 13 mois

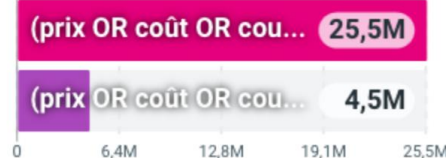
RÉSULTATS DANS LE TEMPS



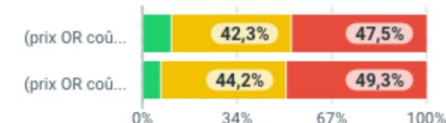
RÉSULTATS



ENGAGEMENT

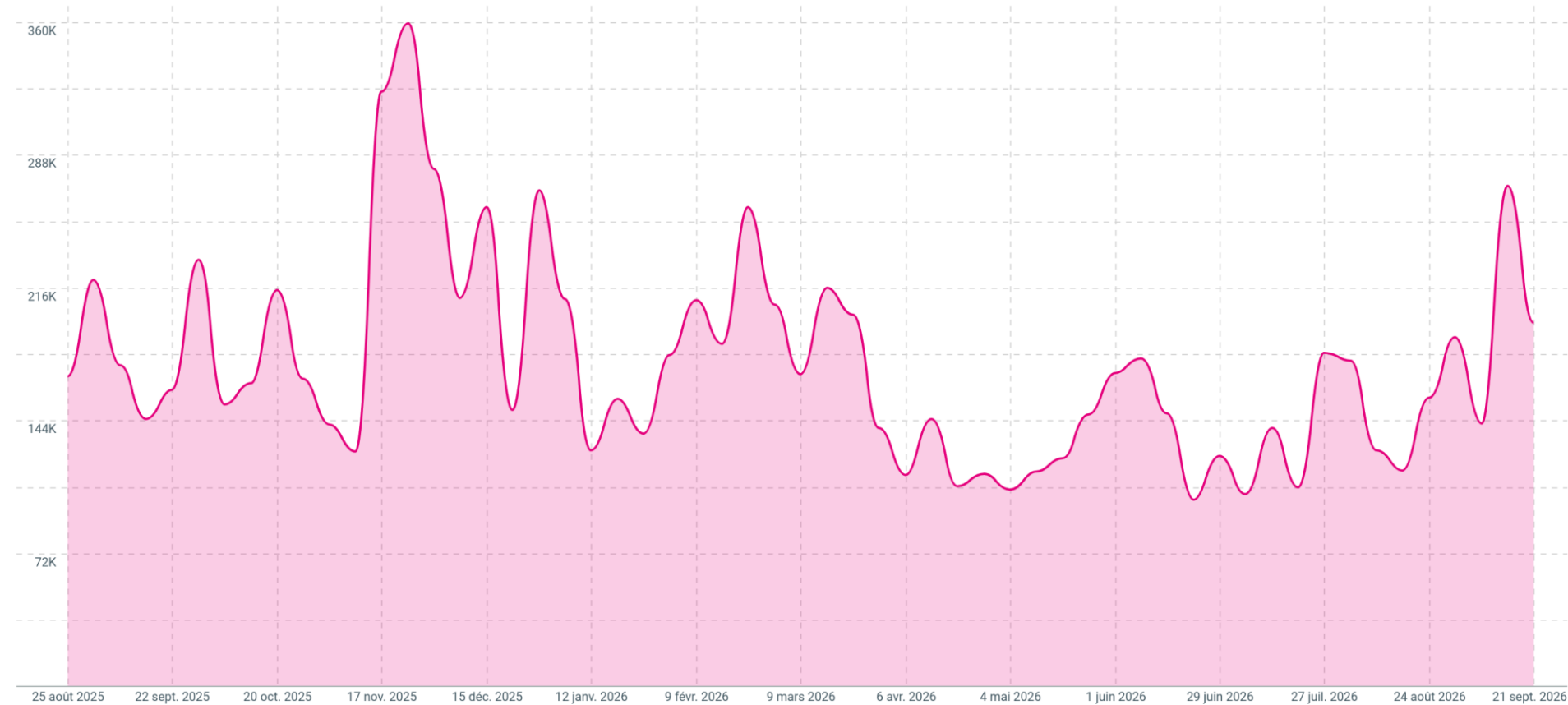


SENTIMENT



Volume et sentiment : la Russie dans les conversations sur les 13 derniers mois

RÉSULTATS DANS LE TEMPS



RÉSULTATS

9,9M

ENGAGEMENT

92,1M

SENTIMENT

4%
😊 POSITIF

62,1%
😡 NÉGATIF

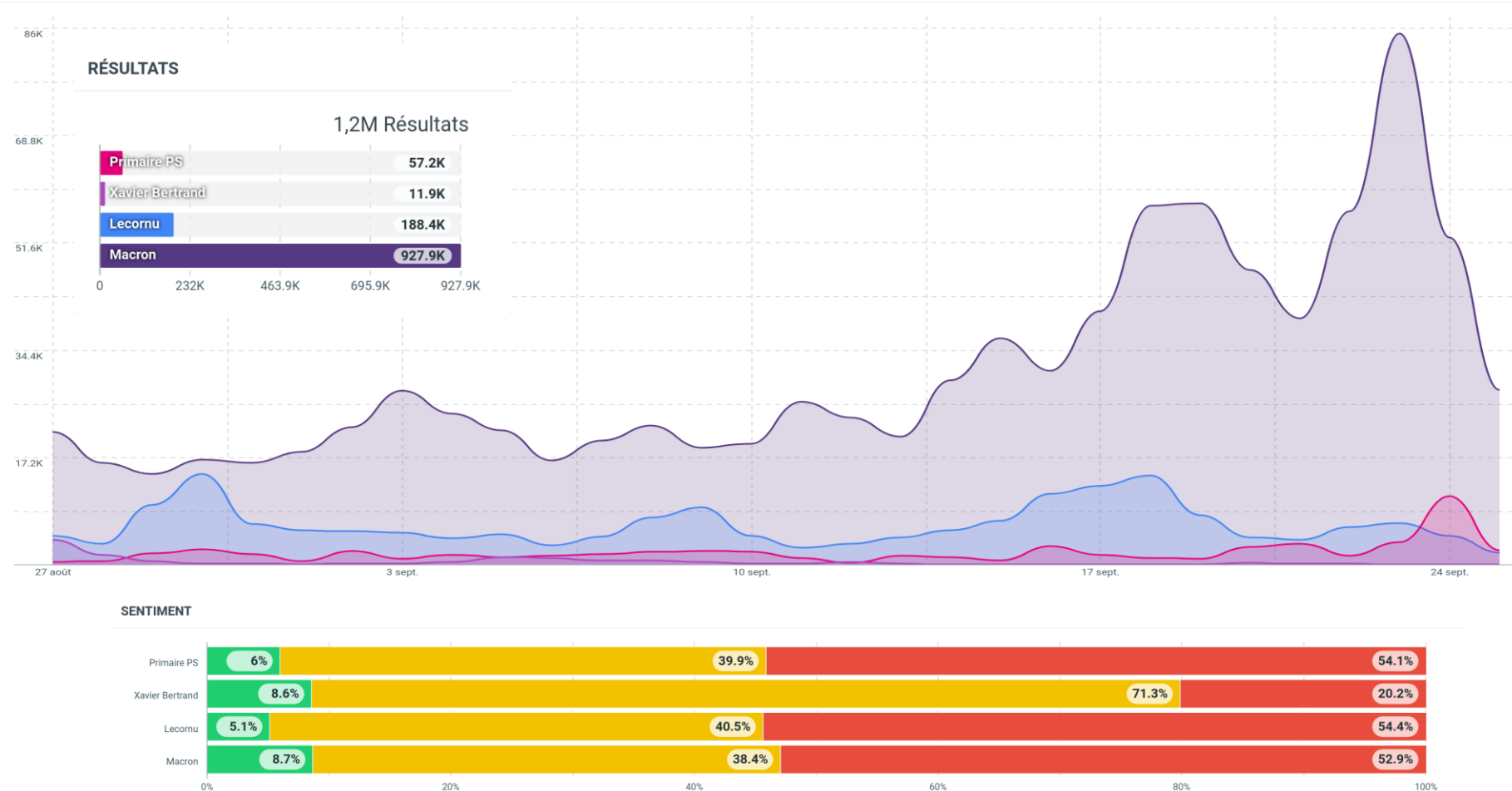
Nuage des termes les plus associés aux mentions de la Russie

TENDANCES



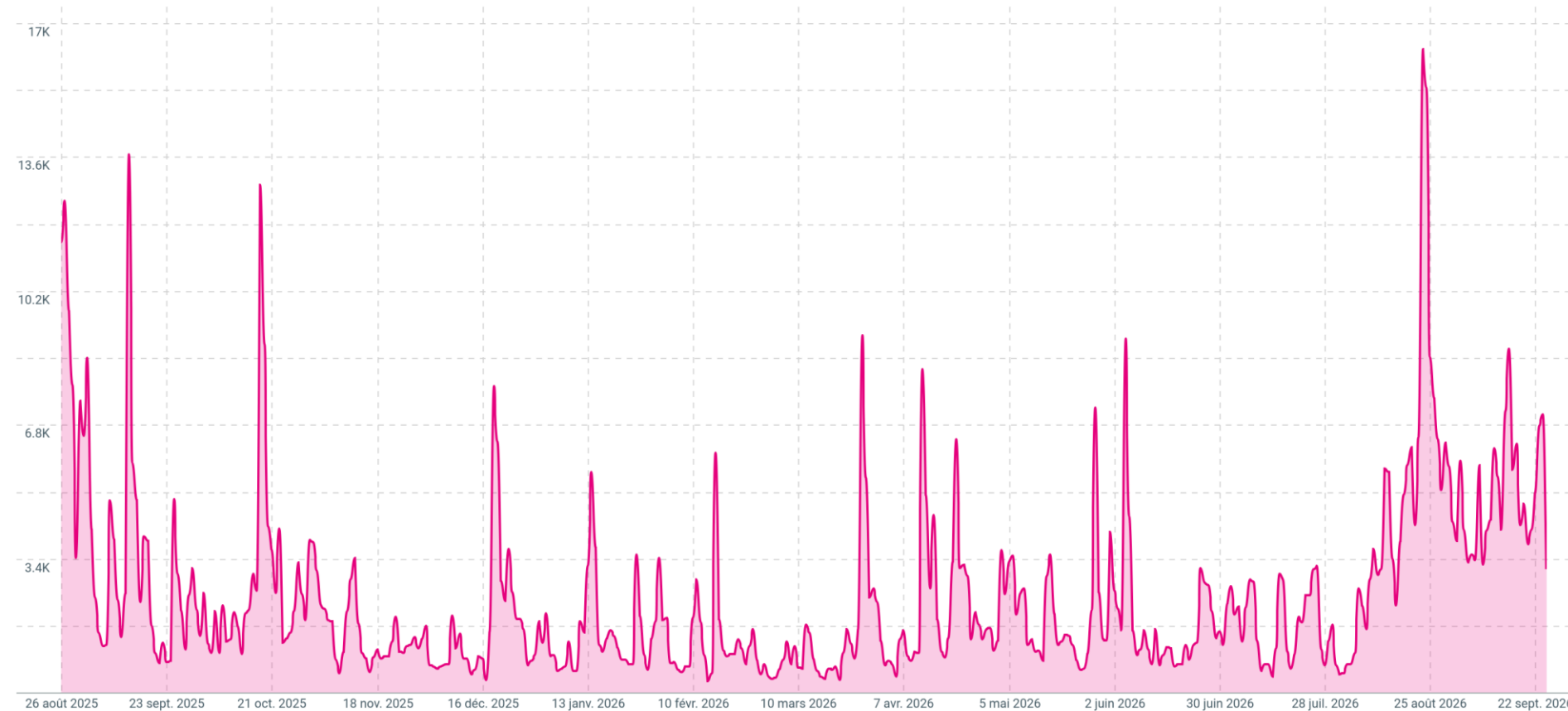
Volume et sentiment comparé sur les personnalités politiques et la primaire du PS

RÉSULTATS DANS LE TEMPS



Volume et sentiment : la dette redevient un sujet de premier plan dans les conversations

RÉSULTATS DANS LE TEMPS



RÉSULTATS

967K

ENGAGEMENT

8,9M

SENTIMENT

3,7%
⊕ POSITIF

53,6%
⊖ NÉGATIF

[illegible]



Synthèse détaillée du sondage



Synthèse détaillée (1/4)

Gaël Sliman, président d'Odoxa

Sortie de route de l'exécutif sur les « aides aux gros rouleurs » : pour les Français, le compte n'y est pas du tout et la popularité du Président et du Premier ministre en paient le prix

1) Emmanuel Macron et Sébastien Lecornu pulvérisent leurs records d'impopularité

Emmanuel Macron chute de 7 points en septembre par rapport à juin. Seulement 18% des Français pensent qu'il est un « bon Président » contre 82% qui pensent qu'il ne l'est pas.

C'est, de loin, son record d'impopularité depuis (plus de) 9 ans. Il se situe désormais à 2 points du record historique d'impopularité pour un Président, enregistré par son prédécesseur, François Hollande (16% d'avril à octobre 2016).

Sébastien Lecornu aussi subit la même sanction. Le « PM » chute de 8 points en septembre : seuls 24% des Français pensent qu'il est un « bon Premier ministre » contre 75% qui estiment qu'il ne l'est pas.

A part les sympathisants de Renaissance, les mécontents de l'exécutif sont très largement majoritaires dans toutes les catégories de la population, de LFI au RN en passant par le PS et LR.

Emmanuel Macron est ainsi rejeté par plus des trois-quarts des sympathisants de gauche (75% chez les Ecologistes, 80% au PS et 88% à LFI) comme de droite (71% à LR et 95% au RN).

Rappelons que les Français ont été interrogés mercredi 23 et jeudi 24 septembre, juste avant l'interview d'Emmanuel Macron au JT de 20h de France 2 alors que nos concitoyens attendaient ou espéraient de nouvelles mesures ou annonces sur le prix du carburant après celles faites par le « PM » deux jours auparavant.

Mais ces annonces n'ont pas eu lieu... bien au contraire, le Président a confirmé qu'il ne voulait pas d'une baisse générale des taxes (pour le moment) et que la solution résidait justement dans les aides ciblées annoncées par le Premier ministre deux jours plus tôt.

Or, comme nous allons le voir dans un instant, ces aides sont jugées largement insuffisantes par les Français qui attendent des mesures plus « systémiques » ... l'impopularité de l'exécutif ne risque donc pas de s'améliorer et surtout, la colère sociale pourrait déborder.

Dans leur analyse des réseaux sociaux, nos partenaires de Mascaret Partners enregistrent un niveau de colère et de mobilisation extrêmement élevé chez les internautes.

Synthèse détaillée (2/4)

Gaël Sliman, président d'Odoxa

2) Cette aggravation de l'impopularité de l'exécutif s'explique par la montée des colères face à la hausse des prix de l'essence et du gazole : les trois-quarts des Français jugent les aides annoncées « insuffisantes »

Cette aggravation de leur impopularité s'explique vraisemblablement par la montée des colères face à la hausse des prix de l'essence et du gazole, et surtout par la réponse -jugée très insuffisante par les Français- proposée par le gouvernement pour élargir ses aides aux « gros rouleurs ».

La décision du gouvernement d'allouer 100€ par mois à ceux devant faire 30km par jour pour se rendre au travail et d'augmenter les plafonds de condition de revenus (jusqu'à 2 050€ pour une personne seule, 4 070€ pour un couple ou 6 100€ pour un couple avec deux enfants) est jugée « insuffisante » par les trois-quarts des Français : 75% vs 24%.

L'unanimité règne à ce sujet, ou presque : les trois-quarts des sympathisants de gauche (74% au PS et à LFI), les deux-tiers de ceux de LR (65%) et les neuf dixièmes de ceux du RN (89%) jugent ces mesures « insuffisantes ». Même les sympathisants Renaissance ne sont pas franchement convaincus : 54% les jugent « suffisantes » contre 46% « insuffisantes ».

Sociologiquement aussi, le rejet est unanime, mais il est particulièrement marqué chez les Français les plus dépendants à la voiture et les plus concernés par les aides annoncées : 85% des ouvriers et 81% des personnes habitant en zones rurales jugent ces aides « insuffisantes ».

3) 83% des Français sont préoccupés par la dette... Mais 62% pensent que malgré celle-ci, « l'Etat devrait consacrer davantage d'argent à la baisse des prix du carburant et aux aides aux Français »

Pourtant, les Français ont bien conscience de la situation critique de leur pays s'agissant de la dette et des déficits.

83% disent que cela les préoccupe, dont 43% « beaucoup », soit 15 points de plus qu'il y a un an (les « très préoccupés » n'étaient que 28% en juin 2025).

Et cette préoccupation face à la dette est majoritaire chez tous les Français, y compris chez les sympathisants Insoumis (69% se disent « préoccupés »), dont le parti estime pourtant qu'il ne s'agit pas d'un problème insurmontable et qu'on pourrait même obtenir de « l'effacer ».

Oui mais voilà, si les Français sont très conscients et inquiets par la dette et les déficits (et de plus en plus), 62% pensent tout de même que « malgré le niveau du déficit et de la dette, l'Etat doit consacrer davantage d'argent à la baisse des prix du carburant et aux aides aux Français ». Seuls 35% pensent, au contraire, que « compte-tenu du niveau du déficit et de la dette, l'Etat doit éviter de nouvelles dépenses importantes, même si cela limite les aides face à la hausse des prix du carburant ».

Cet arbitrage est très largement partagé dans l'opinion, mais, de nouveau, les ouvriers (73%) et les habitants des communes rurales (68%), ceux qui sont les plus concernés par la hausse des prix du carburant, sont les plus nombreux à penser que l'Etat aurait dû augmenter ces aides.

Synthèse détaillée (3/4)

Gaël Sliman, président d'Odoxa

4) Cote d'adhésion des personnalités politiques : ça y est, nous sommes vraiment entrés dans la campagne présidentielle !

L'exécutif n'est pas le seul à souffrir dans l'opinion en cette rentrée : sur notre cote d'adhésion la plupart des personnalités politiques sont à la peine, surtout celle qui sont impliquées dans la campagne pour la présidentielle. En moyenne on enregistre une baisse de 2,5 points sur la vingtaine de personnalités testées en septembre et qui l'étaient aussi en juin.

Sans doute affectés, comme tous ceux qui sont impliqués dans la présidentielle, par la polarisation politique en cours, Marine Le Pen chute de 4 points et Jordan Bardella de 5.

Mais un autre facteur vient sans doute aggraver leurs baisses (le double de la baisse moyenne enregistrée sur l'ensemble des personnalités) : la récente bourde de celui qui se présente comme le futur Premier ministre (si le RN l'emporte). En signant avec Nigel Farage un décret l'engageant à reprendre les migrants dont la Grande-Bretagne ne voulait pas, Jordan Bardella a sans doute troublé de nombreux Français en leur donnant le sentiment que ni lui ni son parti n'étaient réellement prêts à gouverner.

Leurs adversaires directs sur notre palmarès comme dans les intentions de vote n'en profitent pas vraiment. Malgré ou à cause de leur forte exposition en tant que candidats déclarés à la présidentielle, Edouard Philippe et Gabriel Attal reculent eux-aussi, perdant tous les deux 3 points par rapport à juin.

Résultat, les deux leaders du RN devancent toujours très largement leurs rivaux du centre.

Avec 35% de cote d'adhésion, Marine Le Pen et Jordan Bardella sont tous les deux premiers ex-aequo de notre palmarès politique, 8 points devant Edouard Philippe et 10 points devant Gabriel Attal.

Pour Edouard Philippe la chute est violente si l'on prend un peu de recul : il a perdu 5 points en 6 mois (32% en avril), et 10 points depuis mai 2025 (37%).

Mais son principal rival, Gabriel Attal, est lui aussi en net recul et demeure distancé, à la fois auprès de l'ensemble des Français (27% vs 25%) et surtout auprès des sympathisants du centre et de LR (70% vs 55%).

Philippe et Attal ne sont pas les seuls à emprunter ce « toboggan de l'opinion » : Bruno Retailleau dévisse lourdement en septembre, baissant de 6 points par rapport à juin. Avec seulement 20% de cote d'adhésion, il quitte le podium et même le quinté des personnalités politiques préférées qu'il a trusté pendant plus d'un an.

Il pourrait même être concurrencé à droite par David Lisnard. Pour le moment, il le devance encore de 6 points auprès de l'ensemble des Français (20% contre 14%) et de 14 points auprès des sympathisants de la droite et du centre (41% vs 27%) et de 20 points, spécifiquement auprès des sympathisants LR (62% vs 42%).

Synthèse détaillée (4/4)

Gaël Sliman, président d'Odoxa

5) Glucksmann démarre la campagne de la primaire de gauche avec un temps d'avance sur ses rivaux, mais pas sur Hollande, qui se tient en embuscade

A gauche, Glucksmann est toujours nettement en avance sur ses concurrents de la primaire socialiste.

Avec 20% de cote d'adhésion auprès des Français, et 38% auprès des sympathisants de gauche (dont LFI), il devance toujours nettement ses rivaux les plus connus, Ségolène Royal (16% et 32%), et Olivier Faure (11% et 29%), ainsi que ceux que les Français vont découvrir avec la campagne, Jérôme Guedj (8% et 15%) et Emmanuel Maurel (4% et 9%).

Si ces derniers partent de très bas, ils peuvent disposer d'un fort capital de rebond, leur faible cote d'adhésion ne s'expliquant pas par un rejet de leurs personnes mais par leur manque actuel de notoriété (la moitié des Français et des sympathisants de gauche ne les connaissent pas), ce qui pourra changer à mesure qu'ils se feront connaître durant la campagne.

Précisons que la plupart des sondés ont été interrogés mercredi 23 septembre avant 20h30, soit avant le premier débat entre les candidats diffusé sur LCI.

L'effet de ce premier débat et de la campagne pourra donc encore faire « bouger les lignes », surtout pour les deux « inconnus » actuels dans l'opinion, Guedj et Maurel.

C'est évidemment un premier danger pour Glucksmann, l'actuel favori de l'opinion ; mais, paradoxalement, le principal danger pour lui à gauche se situe pour le moment à l'extérieur du champ de la primaire.

En effet, François Hollande, qui se tient en embuscade si le vainqueur de la primaire devait chuter, est plus populaire que tous les candidats de cette compétition (dont Glucksmann), tant auprès des Français que des sympathisants de gauche.

Avec 22% de cote d'adhésion auprès des Français et 42% auprès des sympathisants de gauche, il devance de, respectivement 2 et 4 points Raphaël Glucksmann (le mieux placé des compétiteurs).

Gaël Sliman, président d'Odoxa